

L'UA s'oppose à l'UE sur le salaire des soldats burundais en Somalie

@rib News, 12/11/2016 - Source AFP L'Union africaine a appelé vendredi l'Union européenne à revoir sa décision de payer directement les soldats burundais déployés en Somalie sans passer par Bujumbura, une mesure qui vise à accentuer la pression sur le régime burundais en évitant qu'il n'utilise cet argent à d'autres fins. "Nous rejetons fermement la récente décision de l'UE de différer la procédure de paiement du contingent des forces burundaises déployées en Somalie", a indiqué l'UA dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion vendredi soir à Addis Ababa de son Comité de coordination des opérations militaires.

L'UA a salué "les sacrifices réalisés par les forces sur le terrain et encourage l'UE à réfléchir d'urgence à une manière d'inverser une décision qui pourrait avoir des conséquences lourdes et négatives sur les opérations de l'Amisom ainsi que sur les avancées sécuritaires réalisées en Somalie", notamment à l'approche des élections. La réunion rassemble en particulier les chefs d'état-major des pays contributeurs de troupes à la mission de l'UA en Somalie (Amisom), dont le général burundais Prime Niyongabo, qui vient d'achever une tournée chez ses partenaires pour gagner leur soutien sur la question. Avec 5.400 soldats, le contingent burundais est le 2^e de l'Amisom, derrière l'Ouganda. Déployé pour lutter contre les islamistes shebab ayant juré la perte du gouvernement central, l'Amisom est forte de plus de 22.000 hommes, dont les salaires sont financés par l'UE. Or, l'UE n'a pas versé à Bujumbura, et ce depuis de nombreux mois, les 5 millions d'euros mensuels destinés à payer les soldats burundais en Somalie. Selon une source diplomatique européenne, ces fonds seront engagés par l'UE dès que l'UA aura trouvé un moyen de payer ces militaires sans passer par Bujumbura. L'UE souhaite accentuer sa pression sur un pouvoir burundais qui refuse tout dialogue avec l'opposition et est asphyxié économiquement par des sanctions internationales. Le premier vice-président du Burundi Gaston Sindimwo a affirmé à l'AFP que cette décision est "dans la continuité de la déstabilisation de la République du Burundi par l'UE". Il n'a pas exclu un retrait de Somalie si l'UE payait directement les soldats burundais qui n'ont, selon lui, pas reçu de salaire depuis 10 mois. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis la candidature en avril 2015 du Pierre Nkurunziza à un troisième mandat et son élection controversée en juillet de la même année. Des violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays. En mars, l'Union européenne avait suspendu son aide directe au régime. Avec une aide de quelque 430 millions d'euros pour la période 2015-2020, l'UE est le premier donateur du Burundi.